

Gouvernement du Québec

## Décret 77-2002, 6 février 2002

CONCERNANT le Comité ministériel à la jeunesse

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE le décret n<sup>o</sup> 584-2001 du 23 mai 2001, modifié par les décrets n<sup>os</sup> 619-2001 du 30 mai 2001 et 1374-2001 du 21 novembre 2001, soit modifié de nouveau :

1<sup>o</sup> par la suppression, dans le troisième alinéa du dispositif, des mots « déposé par le ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse » ;

2<sup>o</sup> par le remplacement des quatrième et cinquième alinéas du dispositif par les suivants :

« QUE fassent partie de ce comité le ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport, la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, la vice-première ministre et ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, le ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, le ministre d'État à la Population et aux Affaires autochtones, le ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau, la ministre d'État à la Culture et aux Communications, le ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail, la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion, le ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention, la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce et le secrétaire d'État au Renouvellement de la Fonction publique ;

QUE le président du comité soit le ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport et la vice-présidente la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance ; ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

37756

Gouvernement du Québec

## Décret 78-2002, 6 février 2002

CONCERNANT le Comité ministériel de la région de Montréal

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE le décret n<sup>o</sup> 293-99 du 31 mars 1999, modifié par les décrets n<sup>os</sup> 435-99 du 21 avril 1999, 215-2001 du 8 mars 2001, 240-2001 du 14 mars 2001, 381-2001 du 4 avril 2001 et 1375-2001 du 21 novembre 2001, soit modifié de nouveau par le remplacement des quatrième, cinquième et sixième alinéas du dispositif par les suivants :

« QUE fassent partie de ce comité, le ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau, la vice-première ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, le ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, le ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, la ministre d'État à la Culture et aux Communications, le ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor, le ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail, le ministre de la Justice et Procureur général, le ministre des Transports, le ministre de la Sécurité publique, la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion, le ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention et la ministre déléguée à l'Énergie ;

QUE le président du comité soit le ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau et la vice-présidente la vice-première ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances ;

QUE le quorum du comité soit de trois membres, dont le président ; ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

37757

Gouvernement du Québec

## Décret 79-2002, 6 février 2002

CONCERNANT la nomination des membres du Conseil du trésor

ATTENDU QUE l'article 68 de la Loi sur l'administration publique (2000, c. 8) prévoit que le Conseil du trésor se compose d'un président et de quatre autres ministres désignés par le gouvernement ;

ATTENDU QUE cet article prévoit également que le gouvernement peut désigner, parmi les membres du Conseil du trésor, un vice-président chargé de présider les séances en cas d'absence ou d'empêchement du président ainsi que des ministres qui agissent comme substitués aux autres membres du Conseil ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre :

QUE les ministres suivants soient désignés pour former le Conseil du trésor :

Monsieur Joseph Facal  
Madame Diane Lemieux  
Madame Linda Goupil  
Monsieur Richard Legendre  
Madame Agnès Maltais ;

QUE monsieur Joseph Facal soit désigné président du Conseil du trésor ;

QUE madame Diane Lemieux soit désignée vice-présidente du Conseil du trésor et chargée de présider les séances en cas d'absence ou d'empêchement du président ;

QUE soient nommés substitués de membres de ce conseil messieurs Maxime Arseneau, Gilles Baril, Jacques Baril, madame Louise Beaudoin, messieurs Paul Bégin, Roger Bertrand, Rosaire Bertrand, André Boisclair, André Boulerice, Jean-Pierre Charbonneau, Jacques Côté, madame Rita Dionne-Marsolais, messieurs François Gendron, Guy Julien, Normand Jutras, François Legault, madame Nicole Léger, messieurs Michel Létourneau, David Levine, madame Pauline Marois, monsieur Serge Ménard, madame Lucie Papineau et messieurs Jean Rochon, Jean-François Simard, Sylvain Simard et Rémy Trudel ;

QUE le présent décret remplace le décret n<sup>o</sup> 207-2001 du 8 mars 2001, modifié par les décrets n<sup>os</sup> 792-2001 du 27 juin 2001 et 1376-2001 du 21 novembre 2001.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

37758

Gouvernement du Québec

### Décret 80-2002, 6 février 2002

CONCERNANT le Comité ministériel spécial pour la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE le décret n<sup>o</sup> 1231-99 du 4 novembre 1999, modifié par les décrets n<sup>os</sup> 402-2001 du 11 avril 2001, 1377-2001 du 21 novembre 2001 et 1525-2001 du 19 décembre 2001, soit modifié de nouveau :

1<sup>o</sup> par le remplacement du premier alinéa du dispositif par le suivant :

« QUE soit constitué le Comité ministériel spécial pour la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine composé du premier ministre, qui le préside, du député de Matane et président de la Commission de l'économie et du travail, qui en est le vice-président, de la vice-première ministre, ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de l'Industrie et du Commerce, du ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi ; du ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau, de la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, du ministre d'État aux Ressources naturelles et aux Régions, du ministre des Transports, du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et ministre responsable de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport ; ».

2<sup>o</sup> par le remplacement du quatrième alinéa du dispositif par le suivant :

« QUE ce comité ministériel soit appuyé par un comité interministériel composé du sous-ministre des Régions, qui le préside, du sous-ministre des Finances, du secrétaire du Conseil du trésor, du sous-ministre des Affaires municipales et de la Métropole, du sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du sous-ministre des Transports, du sous-ministre des Ressources naturelles, du sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du sous-ministre de l'Industrie et du Commerce et de la sous-ministre associée de Tourisme Québec ; ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JEAN ST-GELAIS

37759

Gouvernement du Québec

### Décret 81-2002, 6 février 2002

CONCERNANT l'organisation et le fonctionnement du Conseil exécutif

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE l'annexe « A » au du décret n<sup>o</sup> 140-96 du 31 janvier 1996, modifié par les décrets n<sup>o</sup> 274-96 du 6 mars 1996, 1151-96 du 18 septembre 1996, 1362-96 du 6 novembre 1996, 1339-98 du 21 octobre 1998, 15-99 du 20 janvier 1999, 391-99 du 14 avril 1999 et 582-2001 du 23 mai 2001, soit modifiée de nouveau par le remplacement des paragraphes 1.6.1 et 1.6.2 de l'article II par le suivant :